



Aidez-nous à vous aider !

Vous vous êtes déplacés aujourd'hui pour rencontrer un agent des finances publiques... et très bientôt vous trouvez portes closes.

Nous sommes désolés pour vous, mais autant vous y habituer, car c'est l'avenir de votre service public.

Pour ouvrir le Grand Débat National, dans son courrier aux Français, le Président de la République écrit : « *Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?* »

Si vous pensez avoir votre mot à dire... et bien, nous sommes une nouvelle fois désolé pour vous.

Sachez que le choix de sacrifier notre administration a déjà été fait : depuis 2002, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a perdu 40 000 emplois. En 2019, ce sont 2 130 emplois qui sont supprimés. Pour le Tarn, ce sont 150 emplois qui ont déjà été supprimés, 15 le sont en 2019 et une centaine le seront encore d'ici 2022.

La Direction Générale des Finances Publiques entend diviser par 4 le nombre de ses implantations .

Dans le Tarn, nous avons déjà perdu 15 trésoreries : Cuq-Toulza, Vielmur-sur-Agout, Brassac, Monestiés, Lisle-sur-Tarn, Castelnau-de-Montmiral, Montredon-Labessonnié, Lautrec, Saint-Amans-Soult, Labruguière, Vabre, Alban, Cordes-sur-Ciel, Valence d'Albigeois et Dourgne. Au 1^{er} janvier 2018, nous avons deux Services de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement ; au 1^{er} janvier 2019, nous n'en avons plus qu'un, à Castres. Au 1^{er} janvier 2018, nous avons quatre Services des Impôts des Entreprises ; au 1^{er} janvier 2019, nous n'en avons plus que deux, à Albi et Castres.

A notre place, le gouvernement vous propose de vous débrouiller seul !

Bien sûr, il le dit avec de « jolis » mots. Il vous explique par exemple que nos services, à défaut d'être « proches », seront « accessibles » : en clair, vous pourrez vous connecter d'où vous voulez (à condition d'avoir du réseau) et quand vous voulez à www.impots.gouv.fr. Il vous rassure en indiquant qu'il compte multiplier les « points de contacts » : en clair, vous aurez des Maisons de Services Au Public, dans lesquelles on vous apprendra à vous connecter sur www.impots.gouv.fr.

Vous avez besoin des agents des finances publiques ?

Vous pensez même qu'il vaudrait mieux nous donner de vrais moyens pour lutter contre la fraude fiscale ?

Dites-le à notre Directeur Général : par téléphone au 01.53.18.85.85 ou par mail sec-dg@dgfip.finances.gouv.fr et/ou à notre Directeur Local par téléphone au 05.63.49.58.01 ou par mail thierry.galvain@dgfip.finances.gouv.fr